

**Discours de Christine Lagarde,  
Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi  
Colloque « La France et l'Europe face à la crise économique »  
organisé par le Centre d'analyse stratégique  
Lundi 20 septembre 2010**

**Seul le prononcé fait foi**

Madame le Secrétaire d'Etat,  
Monsieur le Directeur général,  
Mesdames, Messieurs,

Vous m'avez donné l'opportunité de conclure votre journée de travaux et je vous en remercie. Les débats ont été riches, je les imagine passionnés pour tirer les leçons pour le monde, l'Europe et pour la France de la crise mondiale. S'il ne fallait retenir qu'un enseignement des mois passés, le mien serait que la crise n'est pas une fatalité, que notre rôle –celui des autorités publiques– consiste à nous organiser pour en éviter de nouvelles. Et ce qui paraît aujourd'hui convenu, le retour du politique au cœur du jeu, est sans doute la rupture essentielle issue des mois que nous venons de traverser.

D'abord parce que la crise a plongé les économies dans des situations jamais vues depuis la Grande Dépression. Ensuite parce qu'il nous faut briser la spirale contagieuse qui voit surgir des risques souverains systématiquement à l'issue d'une crise financière internationale. C'est ce qu'ont démontré Carmen REINHART et Kenneth ROGOFF, ancien *Chief Economist* du FMI dans un ouvrage à paraître : *This time is different, Eight Centuries of Financial Folly*. Oui, « cette fois c'est différent », la crise ne sera pas une fatalité.

On me suspecte régulièrement d'être trop optimiste. Je le reste et je suis convaincue que l'avenir nous donnera raison si nous arrivons à tous les échelons –international, européen, national, à relever les défis d'un marché mieux régulé et d'une action politique coordonnée.

\* \* \*

Le G20 ? Avant la crise, personne n'avait entendu parler de cette institution, vague rassemblement de ministres des Finances constitué après la crise asiatique de 1997. Aujourd'hui, il s'est imposé comme le principal Forum international. Les Etats représentant 85% de la population et de la richesse mondiale ont accepté de se réunir, de dialoguer, de débattre et de s'accorder sur des principes communs à mettre en œuvre pour sortir de la crise :

- Pour la première fois les pays émergents sont appelés à siéger à la table où se prennent les décisions.
- Pour la première fois aussi, les pays riches doivent apprendre à s'organiser pour faire valoir leurs intérêts, qui ne correspondent pas nécessairement à ceux de la majorité.
- Pour la première fois la communauté internationale a affiché son unité, sa détermination, une ambition commune. Et ce succès, fût-il seulement psychologique, n'est pas à négliger, dans un monde où la confiance avait disparu.

La coordination internationale ? L'articulation des relances nationales, impulsée au G20, aura été une incontestable réussite, reconnue dans le communiqué du Sommet de Pittsburgh comme *the largest and most coordinated fiscal and monetary stimulus ever undertaken*.

Dans la lutte contre les paradis fiscaux –et contre tous les « trous noirs » de la finance, la rémunération des traders, la régulation des marchés financiers, plus de progrès ont été effectués en quelques mois, grâce à notre volonté collective, qu'au cours des décennies précédentes. Au début 2009, le FMI prévoyait une poursuite de la récession en 2010. Nous avons pourtant renoué avec la croissance plus vite que prévu dès l'été 2009.

Tous les problèmes ne sont pas encore réglés. Le 12 novembre, la France prendra la présidence du G20 pour un an, et le 1er janvier prochain, celle du G8. D'ores et déjà le Président de la République a annoncé qu'il engagerait trois chantiers. Le premier est celui de la rénovation de nos mécanismes de gestion de crise. Le G20 n'agit pas seul, il s'inscrit dans une galaxie d'institutions internationales plus ou moins spécialisées.

La gouvernance mondiale doit se construire autour de cette instance et réserver aux organisations techniques le soin d'apporter leur expertise au premier rang desquelles le FMI, l'OMC, l'OMS pour ne citer que ceux-là. Le second chantier ouvrira le sujet, délicat, du système monétaire international. Dans un monde multipolaire, nous devons mettre fin à ce

« privilège exorbitant » qu'avait dénoncé le général de Gaulle en son temps. Si nous ne le faisons pas collectivement, d'autres le feront unilatéralement, comme le Japon vient de le prouver récemment. Le troisième chantier s'inscrit enfin dans la lignée de la régulation engagée depuis deux ans. Il s'agit de l'élargir au prix des matières premières dont la volatilité et l'extrême liquidité des marchés ne cessent pas d'inquiéter. Songez, s'il fallait vous en convaincre, à la flambée du cours mondial du blé du seul fait des incendies en Russie cet été.

\* \* \*

En dessous de ces préoccupations mondiales, il y a un échelon régional. L'Europe en ce qui nous concerne. Lorsque les chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union européenne se sont réunis le 11 février dernier, beaucoup prédisaient qu'ils signeraient l'acte de décès de l'euro, par une explosion de la zone déclenchée à la suite du défaut de la Grèce. Comme dans les pires moments de la crise internationale, les oracles des Cassandre se sont révélés erronés : l'Euro a survécu, les Etats européens ont engagé une coordination jusque là inédite et l'Europe est prête à affronter de nouvelles crises. Avec deux outils, en amont et en aval :

- un système de prévention et de supervision autour de quatre autorités chargées de suivre les risques macro-économiques financiers et pour superviser les marchés, les banques et les assurances dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain ;
- des mécanismes stabilisateurs forts en cas de crise et capable, avec le FMI, de mobiliser 750 milliards d'euros.

Bien sûr ces réalisations, ainsi que la solidarité qui s'est manifestée à l'égard de la Grèce, resteraient lettre morte si nous n'en tirions pas les conséquences évidentes : l'UE a besoin d'un vrai pilotage économique. Jamais l'Europe n'a eu tant besoin d'union et de son Union : solidaires face à la crise, déterminés pour la reprise, n'oublions pas la coordination des Etats-membres pour continuer les efforts de modernisation nécessaires pour notre compétitivité. L'Europe a sa chance, mais elle n'a pas d'autre choix que de se réformer pour continuer à progresser. Cette année marquera, j'en suis convaincue, le commencement d'une ère où l'Union européenne a pris son destin économique en main. Il s'agit, par ricochet, de savoir qu'elle rôle souhaitons-nous jouer dans le monde post-crise. Acteur ou spectateur, à nous de décider.

\* \* \*

Nous avons choisi unanimement en réponse à la crise de ne plus jamais accepter tant d'excès, tant d'abus, une telle démesure. Nous avons enregistré des résultats. Les critiques, elles, restent constantes. Certains disaient :

- « votre plan de relance est insuffisant » : 45 Mds€ injectés sur 2009-2010, soit 2,4% du PIB, et une réponse jugée « appropriée » par le FMI ; depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2009, la politique budgétaire a relancé la croissance sur un rythme de +0,3% par trimestre en moyenne ;
- « Les banques ont été privilégiées » : il fallait éviter la faillite du système bancaire et nous avons sauvé le crédit. Comme je m'y étais engagée, les banques remboursent et l'Etat a gagné de l'argent, 2 Mds€
- « vous n'avez pas soutenu la consommation des ménages » : près d'un tiers du plan de relance, 14Mds€, ont concerné les ménages. Soit 1000€ de pouvoir d'achat en plus pour chaque ménage français selon les calculs du FMI. Résultat : la consommation n'a jamais baissé d'un trimestre sur l'autre depuis le début de la crise en France, seul pays développé dans ce cas.
- « le chômage va flamber » : le taux de chômage calculé par l'INSEE a diminué dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (9,3% au 2<sup>ème</sup> trimestre, soit -0,3% par rapport à fin 2009). Loin des 11% parfois annoncés.

Oui, la politique économique de ce Gouvernement commence à porter ses fruits, l'économie avance plus vite que prévu sur la voie de la guérison : (i) au 2<sup>ème</sup> trimestre la France a accéléré son retour à la croissance avec une hausse du PIB de +0,6%, soit 3 fois plus qu'au début de l'année ; 59 000 nouveaux emplois ont été créés depuis le début de l'année ; et le taux de chômage au 2<sup>ème</sup> trimestre a baissé de nouveau en passant de 9,5% à 9,3%. Ce chiffre confirme l'orientation de l'emploi depuis le début de l'année : c'est tout simplement la première baisse significative depuis la crise après 21 mois de hausse ! Certes il faut rester prudent sur cette tendance mais je crois pouvoir vous dire que les chiffres du chômage commencent réellement à baisser. J'impute cette embellie de rentrée à deux facteurs essentiels : la mobilisation sans précédent du Gouvernement et des acteurs publics face à la crise ; la poursuite des réformes économiques nécessaires pour notre pays et qui facilitent la réduction du déficit. Pourquoi réduire la dette de l'Etat ? Il en va de notre souveraineté. Or, quand je compare la situation de la France au regard de l'indicateur synthétique de soutenabilité développé par le Centre d'Analyse Stratégique, notre pays se situe au 12<sup>ème</sup> rang

des 25 pays de l'OCDE, c'est-à-dire la moyenne : nous pouvons certainement mieux faire et nous nous y employons.

Aussi, pour réduire le déficit, nous actionnons trois leviers. Le premier levier est celui du travail. Nous l'avons fait en libérant le temps de travail en détaxant les heures supplémentaires, en créant le Revenu de Solidarité Active pour faciliter le retour à l'emploi, en modernisant le service public de l'emploi avec Pôle Emploi et en fixant des droits et devoirs aux demandeurs d'emploi, en réformant la formation professionnelle. Nous le faisons en ce moment avec la réforme des retraites. Celle-ci permet de diminuer la dépense publique tout en redressant l'activité car elle augmente le nombre de bras qui travaillent dans l'économie.

Le deuxième levier à notre disposition est celui du capital. Le projet de loi de régulation bancaire et financière qui sera examiné au Sénat va hisser la France aux meilleurs niveaux de supervision. La croissance ne reviendra pas sans un secteur financier sain et essentiellement tourné vers le financement de l'économie. Coordination internationale pour endiguer la crise, coordination internationale aussi pour bâtir un ordre économique sain. Voilà pourquoi, dans toutes les enceintes *ad hoc*, nous faisons avancer les grands chantiers de régulation et de supervision financière : réglementation prudentielle au Comité de Bâle, fonds alternatifs et CDS, mise en place d'une taxe bancaire pour limiter le risque systémique, loi de régulation bancaire, réformes des normes comptables, compétitivité de la place de Paris...

Nous agissons enfin, et c'est notre troisième levier, directement sur la compétitivité des entreprises. Nous l'avons fait avec la suppression de la taxe professionnelle qui diminue durablement le coût de l'investissement des entreprises, et avec la réforme du crédit impôt recherche. Avec cette mesure, la France est devenu le premier pays de l'OCDE pour le niveau des aides publiques apportées à la R&D des entreprises. Et l'Etat continue d'investir dans les secteurs d'avenir qui favorisent les effets d'entraînement dans la R&D privée, dans l'enseignement supérieur et les campus d'excellence.

\* \* \*

Mesdames, Messieurs,

Beaucoup a été dit, lu, entendu, commenté sur la crise économique et ses conséquences. En la matière, les idées pré-conçues, se heurtent tôt ou tard à la réalité des situations. Les dix commandements de l'école de Chicago synthétisés par le « Consensus de Washington » n'ont pas résisté à la crise économique et financière. Gardons-nous dorénavant de réinventer une doctrine qui ne serait pas suffisamment pragmatique. Avec le retour de l'Etat sur les marchés, certains voudraient consacrer l'émergence d'un nouveau modèle résumé dans le « Consensus de Beijing ». Des Etats-Unis à la Chine, il existe pourtant sur le chemin, une proposition alternative et bien plus humble... celle de l'Europe : ni plus, ni moins d'Etat, mais une meilleure régulation tout simplement.

Je vous remercie.